

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1924.

Projet de loi

**approuvant le Traité de commerce et de navigation conclu le 27 juin 1924
entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Japon (1),**

RAPPORT

**FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. JASPAR.**

MESSIEURS,

Les relations commerciales entre la Belgique et le Japon ont été réglées diplomatiquement pour la première fois par le traité du 1^{er} août 1866 et la convention additionnelle du 4 octobre suivant. Ces traités se bornaient, suivant l'usage alors en cours avec les pays d'Extrême-Orient, à affirmer le principe de l'exterritorialité et à concéder à nos nationaux l'accès de quelques ports japonais.

La prodigieuse expansion de l'Empire du Soleil levant, pendant le dernier quart du XIX^e siècle, eut pour conséquence de mettre fin à ce régime et de faire entrer le Japon dans le cadre des nations occidentales.

A la suite du traité de commerce qu'il passa, le 16 juillet 1894, avec la Grande-Bretagne, l'Empire signa avec un grand nombre d'États, des conventions nouvelles, parmi lesquelles le traité de commerce et de navigation, ainsi que la convention consulaire conclus avec la Belgique les 22 juin et 22 décembre 1896.

Etablis sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, d'une part, ils consacrerent l'abandon par la Belgique de la juridiction consulaire, d'autre part, ils ouvrirent aux Belges le territoire impérial tout entier ; sous l'égide de ce régime de liberté, les relations des deux pays progressèrent rapidement et il est bon de rappeler à ce propos que le premier service régulier sous pavillon japo-

(1) Projet de loi, n° 7.

(2) Composition de la *Commission permanente des Affaires Étrangères* : MM. Brunet, président, Buisset, Carton de Wiart, Destree, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Franck, Helleguthe, Hubin, Huysmans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Segers, Troolet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert et Winandy.

mais qui fonctionna sur le continent européen, fut celui qu'organisa entre Anvers et le Japon la grande compagnie maritime « Nippon Yusen Kaisha, de Tokio. En 1908, les traités de 1896 furent soumis à révision, à la demande du Gouvernement japonais. Mais les réductions tarifaires sollicitées par la Belgique ne furent pas accordées et l'accord ne put se faire. Aussi, le 17 juillet 1910, le Cabinet de Tokio dénonça-t-il les traités en cours. Ceux-ci furent provisoirement remplacés, le 8 juillet 1911, par un *modus vivendi* constaté par un simple échange de lettres qui se bornaient à prévoir l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée.

C'est sous ce régime simpliste et précaire que les deux pays vivent depuis treize ans. Le traité dont le Gouvernement propose l'approbation et qui a été signé le 27 juin dernier y met fin pour y substituer celui d'un traité régulier et définitif.

Ce dernier n'est pas un traité à tarif annexe; l'Exposé des Motifs en donne la raison : c'est le manque d'équilibre entre les importations et les exportations; pas plus qu'en 1910, le Gouvernement japonais ne pourrait consentir à des réductions de tarif pour lesquelles aucune compensation ne pourrait lui être accordée. Et il n'a pas encore été possible de découvrir le système grâce auquel, en négociant un traité de commerce, on peut imposer à un pays étranger des sacrifices sans réciprocité. Le Japon prépare d'ailleurs en ce moment la révision de son tarif douanier et ce travail est encore loin d'être achevé.

Mais la clause de la nation la plus favorisée, qui forme l'assise du nouveau traité (art. 5 et 14), nous assure, quant aux droits de douane, une situation favorable, puisque nous pourrions ainsi bénéficier automatiquement de toutes les améliorations tarifaires que d'autres États mieux placés que nous obtiendront à l'avenir. L'étude de notre commerce avec le Japon et des débouchés que notre industrie pouvait s'y créer démontre d'ailleurs, une fois de plus, combien ce régime qui est le nôtre depuis tant d'années correspond exactement à notre économie générale.

Le développement industriel et commercial du Japon pendant le dernier quart de siècle a été sans pareil. Tous ceux qui en ont analysé le détail ont exprimé leur admiration pour l'esprit d'initiative, les qualités de travail et d'organisation dont ce développement est l'une des manifestations les plus éclatantes. La mission économique, que le Comité central industriel envoya en 1923 dans l'Empire du Soleil Levant, à l'initiative du diplomate éminent qui représente cet empire auprès de nous et avec l'appui du Gouvernement belge, en a rapporté de nombreux témoignages.

Le Japon occupe une superficie égale à 24 fois celle de la Belgique et une population de 79 millions d'habitants, qui s'accroît annuellement de 850,000 unités. Ces chiffres seuls indiquent quel consommateur important ce pays représente. Sans doute ses progrès industriels ont été remarquables et nombre de marchandises qu'il consomme sont actuellement fabriquées sur place. Mais souvent leur prix de revient dépasse celui de l'importation. Aussi beaucoup de produits finis viennent-ils encore de l'étranger, et il ne faut pas perdre de vue que des contrées entières, comme la Corée, sont loin d'avoir pu encore installer les industries nécessaires à leurs besoins. C'est ainsi que, en 1922, les importations au Japon des principaux pays producteurs se chiffraient comme suit :

Etats-Unis	yen.	598 millions (1)
Empire britannique		518 »
Chine		317 »
Allemagne		111 »
France		19 »

A côté d'eux figurent :

La Suède	14 »
La Suisse	12 »

Comme on le voit, le Japon est donc encore un client fort important pour les pays industriels comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne et il demeure un marché extérieur fort intéressant pour nous qui devons chercher au loin des débouchés destinés à compenser les pertes que nous cause la fermeture des frontières voisines. Le commerce belge dans ses relations avec l'Empire du Soleil Levant, depuis la guerre, est résumé dans les tableaux suivants :

Exportations belges au Japon.

MARCHANDISES.	1913		1921		1922 (huit derniers mois)		1923	
	Valeurs 1.000 fr.	Quantités (Tonnes).	Valeurs 1.000 fr.	Quantités (Tonnes)	Valeurs 1.000 fr.	Quantités (Tonnes)	Valeurs 1.000 fr.	Quantités (Tonnes).
Total des exportations.	24.078	112.872	46.194	44.382	47.489	69.182	203.080	201.674
Part relative des produits fabriqués.	22.103	98.997	36.744	38.950	45.873	65.917	170.298	196.636

Importations japonaises en Belgique.

MARCHANDISES.	1913		1921		1922 (mai-déc.)		1923	
	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités
Total des importations.	20.505	73.780	28.395	26.655	7.377	5.751	24.474	7.865
Part relative des produits fabriqués.	2.429	3.954	4.619	1.723	3.562	1.278	17.038	4.495

(1) Un yen vaut un peu plus de 8 francs belges.

*Principaux produits belges exportés au Japon.***TONNES.**

Marchandises.	1913	1921	1922 (jan.-déc.)	1923
Margarine et autres beurres artificiels	108	—	—	—
Légumes conservés (boîtes de bord)	17	—	1	13
Fer et acier (bruts)	276	528	2.758	1.673
Zinc brut.	1.053	3.034	355	—
Ciment	111	—	—	1.905
Laines brutes.	51	10	6	39
Produits chimiques	343	773	411	2.150
Teintures et couleurs	628	81	84	165
Fils de laine et de poils	7	3	11	94
Fils de coton.	93	15	7	7
Ouvrages en bois.	6.946	546	1.107	4.047
Papiers	8.304	1.003	2.901	3.140
Glaces	1.153	1.395	599	2.941
Verres de vitrage.	20.907	2.598	4.509	20.030
Fer et acier (ouvrés).	56.967	30.372	54.850	161.716
Zinc (ouvré)	1.908	1.268	722	1.738
Machines et mécaniques.	329	557	8	36
Armes.	3	24	38	19
Voitures automobiles.	4	21	9	39
Colle forte	379	75	87	128
Meubles	13	2	1	3

Ces tableaux prouvent quelle ère d'expansion nous pourrions encore nous assurer au Japon pendant de nombreuses années. La progression réalisée en 1923 notamment, pour l'exportation en ciment, ouvrages en bois, glaces, verres de vitrage et surtout les fers et aciers ouvrés est remarquable, elle dénote un bel et louable effort de notre industrie vers le commerce d'outre-mer; car cette progression ne trouve pas complètement son explication dans les besoins de la reconstruction nés de la catastrophe du 1^{er} septembre 1923, qui n'avaient pu encore faire sentir que partiellement leurs effets avant le 1^{er} janvier 1924. Quand notre vente à l'extérieur, avec, à sa base, le groupement de nos industries d'exportation, aura enfin été organisée, nul doute que cette ascension ne s'accroisse encore. Le traité du 27 juin 1924, avec son régime libéral de la clause de la nation la plus favorisée, est un excellent instrument pour la soutenir et la fortifier.

A côté de ses dispositions commerciales proprement dites, le traité reprend et

complète les stipulations des traités de 1896 sur l'établissement des nationaux des deux pays, les postes consulaires, le traitement des marchandises et du pavillon.

Les articles 1 et 2 apportent une heureuse précision juridique aux droits reconnus aux Belges séjournant au Japon comme aux Japonais en Belgique. L'article 3 consacre une utile innovation en obligeant les autorités locales et consulaires à intervenir en cas de décès d'un Belge ou d'un Japonais, pour assurer la préservation de sa succession. Les articles 4 et 10 à 18 étendent la clause de la nation la plus favorisée à la navigation. Les articles 5, 6 et 7 règlent le commerce d'importation sur la base rappelée ci-avant, ils s'inspirent d'ailleurs du traité de 1896. L'article 8 qui s'occupe des voyageurs de commerce et des échantillons est une application de la Convention du 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières qui a marqué un grand progrès en la matière. L'article 9 n'a pas d'analogie dans le traité antérieur; il applique les principes de notre législation sur les sociétés. L'article 15 excepte la pêche des dispositions de la Convention et aussi le trafic-frontière. Les articles 16 à 18 reproduisent des stipulations anciennes relatives aux consuls et aux marins. L'article 19 étend les effets du traité au Congo, au Ruanda et à l'Urundi.

La convention est faite pour cinq ans, avec faculté de tacite reconduction pour une période indéterminée. Mais l'article XX apporte à ce délai une réduction très importante en prévoyant la dénonciation possible de l'article V, qui est l'âme entière du traité, après un an.

C'est là un effet de la crise économique persistante dans laquelle nous vivons et qui ne permet pas de conclure des conventions de longue durée, bien qu'il soit évidemment souhaitable, en principe, de donner aux relations commerciales le plus de stabilité possible. (Le traité belgo-japonais du 27 juin 1896 fut signé pour douze ans.) Les divers arrangements passés par nous depuis l'armistice sont plus précaires encore que celui-ci. Il faut espérer qu'insensiblement nous arriverions à donner plus de fixité à nos rapports internationaux.

Telle est, brièvement résumée, la teneur de la convention que le Gouvernement soumet à l'approbation des Chambres.

Elle constitue le sixième traité de commerce que la Belgique a conclu depuis trois ans. Petit à petit, nous poursuivons ainsi la restauration de nos marchés extérieurs, œuvre de longue haleine, poursuivie au sein de difficultés sans nombre, au milieu d'obstacles que jamais la Belgique n'avait connus ni soupçonnés depuis ses origines. Œuvre essentielle cependant, à laquelle il faut travailler sans relâche et sans jamais se laisser décourager, car elle est l'une des conditions de notre relèvement et même de notre existence nationale, intimement, nécessairement liée au sort de nos exportations. Il est indispensable aussi que nous la continuions dans l'esprit de notre politique traditionnelle faite de liberté dans les échanges et d'égalité entre tous les États; toute atteinte à ces deux principes nous entraînerait dans les pires aventures. Il est souhaitable, enfin, que nous nous attachions à développer autant que possible nos relations d'outremer; à l'heure où l'Europe se hérise de barrières protectionnistes et où les marchés voisins deviennent toujours moins accessibles, c'est au loin qu'il faut aller chercher les territoires sur lesquels notre initiative et notre labeur peuvent assurer leur emprise. Celui du grand empire d'Extrême-Orient, auquel nous lie des rapports déjà anciens, s'ouvre

à nous. Nous savons que nous y sommes bien accueillis. Le Japon a été pour nous, aux jours sombres de la guerre, un ami puissant et généreux dont l'aide nous a été extrêmement précieuse.

Le traité qui vous est soumis continuera à resserrer encore les liens d'amitié qui nous attachent à lui.

Votre Commission vous en propose, à l'unanimité, l'adoption.

Le Rapporteur,

HENRI JASPAR.

Le Président,

EMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring

van het Handels- en Scheepvaartverdrag gesloten den 27^e Juni 1924 tusschen
het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Japan ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JASPAR.

MIJNE HEEREN,

De handelsbetrekkingen tusschen België en Japan zijn op diplomatieke wijze geregeld geworden voor de eerste maal door het Verdrag van 1 Augustus 1866 en de bijkomende Overeenkomst van 4 October daaropvolgende. Volgens de toenheerschende gebruiken met de landen van het Verre-Oosten, beperkten die verdragen er zich toe, het beginsel van de extritorialiteit te bevestigen en aan onze landgenooten den toegang tot eenige Japaansche havens te vergunnen.

De wonderbare uitbreiding van het Japaansche Keizerrijk gedurende het laatste kwart der XIX^e eeuw, had voor gevolg aan deze regeling een eind te stellen en Japan binnen het kader der Westersche Natiën te doen treden.

Ten gevolge van het, op 16 Juli 1894, door hem met Groot-Britannië gesloten handelsverdrag, teekende het Keizerrijk met een aantal Staten nieuwe Overeenkomsten, onder dewelke het Handels- en Scheepvaartverdrag en de Consulaire overeenkomst, onderscheidenlijk met België gesloten dd. 22 Juni en 22 December 1896.

(1) Wetsontwerp, n^o 7.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Buitenlandsche Zaken*: de heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, Devèze, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Franck, Helleputte, Hubin, Huysmans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde, Verachtert en Winandy.

Gevestigd op den grondslag van het beding der meest begunstigde Natie, eenerzijds, huldigden zij het afzien door België van de Consulaire rechtsmacht anderzijds, maakten zij voor de Belgen geheel het Keizerlijk grondgebied toegankelijk. Dank zij dit vrijheidsregime, namen de betrekkingen tusschen beide landen spoedig toe en het is goed dienaangaande in herinnering te brengen, dat de eerste regelmatige dienst, onder Japaansche vlag, op het Europeesch vasteland door de eerste Zeevaartmaatschappij « Nippon Yusen Kaisha », van Tokio, tusschen Antwerpen en Japan werd ingericht. Op aanvraag van de Japaansche Regeering, werden, in 1908, de Verdragen van 1896 aan herziening onderworpen. Doch de door België gevraagde tariefverminderingen werden niet ingewilligd en de overeenstemming kon niet bereikt worden. Ook, deed het Kabinet van Tokio, op 17 Juli 1910, opzegging van de bestaande verdragen. Deze werden, op 8 Juli 1911, voorloopig vervangen door een *modus vivendi*, vastgesteld door een eenvoudige briefwisseling welke er zich alleen bij beperkte, de toekenning te voorzien van de behandeling der meest begunstigde Natie.

Onder dit eenzijdig en onzeker regime leven beide landen sedert dertien jaar. Het Verdrag, dat de Regeering vraagt goed te keuren en dat op 27 Juni l.l. werd geteekend, stelt er een eind aan en vervangt het door een regelmatig en definitief Verdrag.

Dit laatste is niet een verdrag met aangehecht tarief; de Memorie van Toelichting geeft er de reden van aan, te weten : het gemis aan evenwicht tusschen in- en uitvoer. Zoo min als in 1910, zou de Japaansche Regeering tariefverminderingen kunnen toestaan, waarvoor haar geene vergoeding van onzentwege zou kunnen gegeven worden.

En het is nog niet mogelijk geweest het stelsel te ontdekken, mits hetwelk, bij het onderhandelen van een handelsverdrag, men aan een vreemd land offers kan opleggen zonder wederkeerigheid.

Overigens, op dit oogenblik bereidt Japan de herziening voor van zijn toltarief en dit werk is nog lang niet ten einde gebracht.

Doch het beding van de meest begunstigde Natie, waarop het nieuw Verdrag berust (art. 5 en 14), verzekert ons, voor wat de douanerechten aangaat, een gunstigen toestand, dewijl wij alzo automatisch al de tariefverbeteringen zullen genieten, welke andere Staten, voordeelijker geplaatst dan wij, in het vervolg zullen bekomen. Door het onderzoek van onzen handel met Japan en van de vertierwegen die onze nijverheid zich aldaar zou kunnen verzekeren, wordt eens te meer bewezen, hoezeer dit regime, dat sedert zoovele jaren het onze is, nauwkeurig klopt met onze algemeene economie.

De uitbreiding, welke Japan, gedurende dit laatste kwart eeuws, heeft genomen op gebied van nijverheid en handel, was ongeëvenaard. Al degenen die dezelve in al de bijzonderheden hebben nagegaan, drukten hunne bewondering uit voor den geest van initiatief, de hoedanigheden van arbeid en inrichting waarvan die uitbreiding op de meest schitterende wijze doet blijken. De economische zending, welke door het Industrieel Middencomiteit, op initiatief van den eminenten diplomaat die dit Keizerrijk bij ons vertegenwoordigt en met den steun der Belgische Regeering, in 1923, naar Japan werd gezonden, heeft daarvan talrijke getuigenissen medegebracht.

Japaaan bekleedt eene opervlakte gelijk aan vier en twintig maal die van België en heeft eene bevolking van 79 millioen inwoners, welke ieder jaar met 850 duizend zielen aangroeit. Die getallen alleen zeggen welk eene belanghebbende verbruiker dit land vertegenwoordigt. Gewis, waren zijne vooruitgangen op industrieel gebied bewonderenswaardig en tal van goederen welke het verbruikt worden thans ter plaatse gefabriceerd. Echter overschrijden vaak hunne kostende prijzen die van de ingevoerde waren. Ook komen nog vele afgewerkte fabricaten uit den vreemde, en men moet niet vergeten dat gansche streken, zooals Corea, er nog ver afzijn de voor hunne behoeften noodig zijnde bedrijven te kunnen instellen. Zoo komt het dat, in 1922, de invoercijfers van de voornaamste producerende landen zijn als volgt :

Vereenigde-Staten.	yen.	598 millioen (1).
Britisch Keizerrijk.		518 »
China		317 »
Duitschland		111 »
Frankrijk		119 »

Naast hen staan :

Zweden	14 »
Zwitserland.	12 »

Men ziet dat Japan nog een zeer belangrijke cliënt is voor de nijverheidslanden, zooals de Vereenigde-Staten, Groot-Britannië en Duitschland, en het blijft een uiterst interessante buitenmarkt voor ons, die verre vertierwegen moeten zoeken om de verliezen te vergoeden welke de sluiting der naburige grenzen ons veroorzaken. De Belgische handel in zijne betrekkingen met het Japaansch Keizerrijk, sedert den oorlog, wordt in de volgende tabellen samengevat :

Uitvoer van België naar Japan :

GOEDEREN.	1913		1921		1922 (laatste 8 maanden)		1923	
	Waarde 1.000 fr.	Hoeveelh. (Tonnen)	Waarde 1.000 fr.	Hoeveelh. (Tonnen)	Waarde 1.000 fr.	Hoeveelh. (Tonnen)	Waarde 1.000 fr.	Hoeveelh. (Tonnen)
Gehoele uitvoer .	24.078	112.872	46.194	44.382	47.489	69.182	203.080	201.674
Betrekkelijk aan- deel der fabricaten	22.403	98.997	36.744	38.950	45.873	65.917	170.298	196.636

(1) Een yen is iets meer waard dan 8 Belgiëche frank.

Invoer van Japan in België :

GOEDEREN.	1913		1921		1922 (Mei-Dec.)		1923	
	Waarde	Hoeveelh.	Waarde	Hoeveelh.	Waarde	Hoeveelh.	Waarde	Hoeveelh.
Gehcele invoer .	20.505	73.780	28.395	26.655	7.377	5.751	24.474	7.865
Betrèkkelijk aandeel der fabrieken	2.429	3.954	4.619	1.723	3.562	1.278	17.038	4.495

Voorname Belgische producten naar Japan uitgevoerd.

TON.

Goederen.	1913	1921	1922 (Mei-Dec.)	1923
Margarine en andere kunstboter	108	—	—	—
Verduurzaamde groenten (doozen)	17	—	1	13
Ijzer en staal (ruw)	276	528	2.758	1.673
Ruw zink	1.053	3.034	355	—
Cement	111	—	—	1.905
Onzuivere wol	51	10	6	39
Scheikundige producten	343	773	411	2.150
Verf- en kleurstoffen	628	81	84	165
Wollen en haren garens	7	3	11	94
Katoenen garens	93	15	7	7
Houten handwerken	6.946	546	1.107	4.047
Papier	8.304	1.003	2.901	3.140
Spiegelglas	1.153	1.395	599	2.941
Vensterglas	20.907	2.598	4.509	20.030
Ijzer en staal (bewerkt)	56.967	30.372	51.850	161.716
Zink (bewerkt)	1.908	1.263	722	1.738
Machines en mechanische tuigen	329	557	8	36
Wapens	3	24	38	19
Automobielen	4	21	9	39
Kastenmakerslijm	379	75	87	1
Meubelen	13	2		

Deze tabellen bewijzen welk een tijdperk van uitbreiding wij ons nog gedurende talrijke jaren, in Japan zouden kunnen verzekeren. De in 1923 verwezenlijkte toeneming voor den uitvoer van cement, houten handwerken, spiegel- en vensterglas, vooral bewerkt ijzer en staal is merkwaardig en toont welk een schoon en prijsbare poging onze nijverheid aanwendt voor een overzeeschen handel. Inderdaad, die toeneming kan niet geheel worden verklaard door de behoeften van den wederopbouw uit hoofde der ramp van 1 September 1923, welke behoeften vóór 1 Januari 1924 zich slechts gedeeltelijk hadden kunnen doen gevoelen. Wanneer onze verkoop naar buiten, met, als grondslag, de groepeerings van onze uitvoerbedrijven, eindelijk zal ingericht zijn, zal deze stijging ongetwijfeld nog toenemen. Het Verdrag van 27 Juni 1924, met zijn vrijzinnig regime van het beding der meest begunstigde Natie, is een uitstekend werktuig om hem te stutten en te verstevigen.

Naast die eigenlijk gezegde handelsbepalingen, herneeft en volledigt het Verdrag de bepalingen der Verdragen van 1896 betreffende de vestiging der ingezetenen van beide landen, de consulaire posten, de behandeling van de goederen en van de vlag.

De artikelen 1 en 2 brengen een deugdelijke juridische nauwkeurigheid bij het vermelden der rechten toegezegd aan de in Japan verblijvende Belgen en aan de in België verblijvende Japaneezen. Artikel 3 brengt een nuttige nieuwigheid aan door de plaatselijke en consulaire overheidsperoneel te verplichten tusschen beide te komen in geval van overlijden van een Belg of een Japanees, ten einde de vrijwaring zijner successie te verzekeren. De artikelen 4 en 10 tot 18 breiden de bepaling van de meest begunstigde natie uit tot de scheepvaart. De artikelen 5, 6 en 7 regelen den invoerhandel op bovengemelden grondslag en met het oog op het Verdrag van 1896. Artikel 8, dat zich bezighoudt met de handelsreizigers en de monsters, is een toepassing der Overeenkomst van 3 November 1923 voor de vereenvoudiging der douaneformaliteiten, welke Overeenkomst een grooten vooruitgang op dit gebied beteekende. Artikel 9 heeft geen verwantschap met eenige bepaling van het vroeger Verdrag; het past de beginselen toe van onze wetgeving op de Vennootschappen. Artikel 15 maakt een uitzondering voor het gedeelte der bepalingen van de Overeenkomst en ook voor het grensverkeer. De artikelen 16 tot 18 zijn een herneming van de vroegere bepalingen betreffende de Consuls en de zeelieden. Artikel 19 breidt de gevolgen van het Verdrag, den Congo betreffende, uit tot Ruanda en Urundi.

De Overeenkomst wordt gesloten voor vijf jaar. Zij zal echter voor een onbepaalden duur kunnen verlengd worden. Doch artikel 20 vermindert dien termijn op aanzienlijke wijze met — na één jaar — de mogelijke opzegging te voorzien van artikel 5, dat de ziel van het Verdrag uitmaakt.

Dit is een gevolg van de aanhoudende economische crisis welke wij beleven en die geen Overeenkomsten van langen duur dult, hoewel het blijkbaar, in beginsel, wenschelijk voorkomt aan de handelsbetrekkingen zooveel vastheid mogelijk te geven. (Het Belgisch-Japaansch Verdrag van 27 Juni 1896 werd voor twaalf jaar aangegaan). De sedert den wapenstilstand door ons gesloten schikkingen zijn nog veel onzekerder dan deze. Laat ons hopen dat wij van lieverlede er zullen toe komen aan onze internationale betrekkingen meer vastheid te geven.

Ziedaar kortbondig samengevat het beschikkend gedeelte van de overeenkomst welke de Regeering aan de goedkeuring der Kamers onderwerpt. Het is het zesde handelsverdrag dat België sedert drie jaar heeft gesloten.

Langzamerhand, zetten wij alzoo het herstel voort van onze buitenmarkten, een werk van langen duur, te midden van moeilijkheden zonder tal en van hindernissen zooals België er, sedert zijn ontstaan, nooit heeft gekend noch vermoed. Het is echter een hoofdzakelijk werk, waaraan men zich moet wijden zonder verpozen en zonder zich te ontmoedigen, want het is een der vereischten van onze wederverheffing en zelfs van ons nationaal bestaan, — en nauw en noodzakelijk met het lot van onzen uitvoer verwant. Het is ook onontbeerlijk dat wij het werk voortzetten in den geest van onze traditionneele politiek gesteund op de vrijheid in den ruilhandel en de gelijkheid onder al de Staten. De minste inbreuk op deze twee beginselen zou ons in de ergste verwikkelingen kunnen storten. Het is, eindelijk, te wenschen dat wij er ons op toeleggen zooveel mogelijk onze overzeesche betrekkingen uit te breiden; op het oogenblik dat Europa zich met protectiehekkens omringt en dat de naburige markten steeds minder toegankelijk worden, moet men in verre gewesten de vertierwegen opsporen voor ons initiatief en onzen arbeid. De vertierweg van het groote Keizerrijk in het Verre-Oosten, die ons reeds lang vertrouwd is geworden, ligt vóór ons open. Wij weten dat er ons een goed onthaal wacht. Japan was voor ons, in de sombere oorlogsjaren, een machtige en edelmoedige vriend wiens hulp ons uiterst kostbaar is geweest.

Het u onderworpen Verdrag zal de vriendschapsbanden die ons aan Japan hechten nog nauwer toehalen.

Uwe Commissie stelt u, eenparig voor, hetzelfde goed te keuren.

De Verslaggever,

HENRI JASPAR.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.
